



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

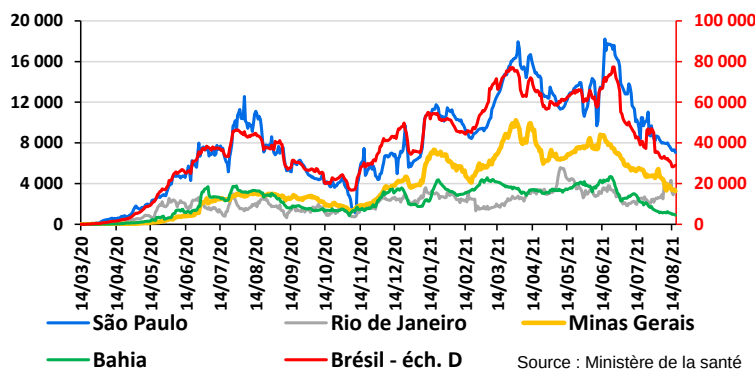
DE BRASILIA

Semaines du 6 au 19 août 2021

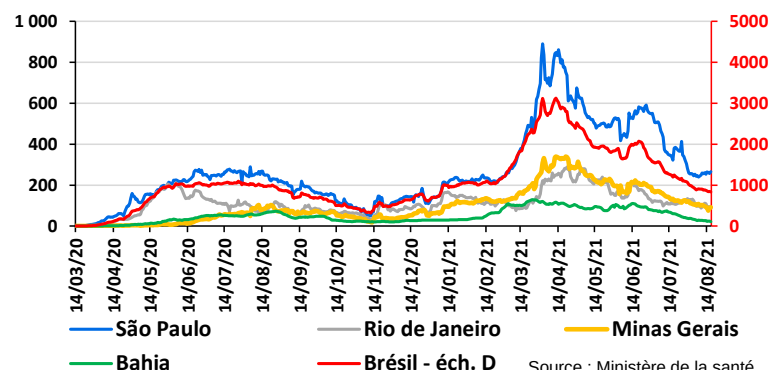
Résumé :

- Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.
- L'indicateur avancé d'activité de la BCB progresse en juin dans le sillage des services, dont le volume s'accroît de +1,7% m.m.
- L'inflation accélère en juillet et porte la croissance de l'IPCA sur douze mois à 9%.
- La Chambre des députés rend permanente et élargit la mesure qui assouplit la loi du travail pour favoriser le temps partiel et la réinsertion professionnelle.
- Evolution des marchés du 6 au 19 août 2021.
- Graphiques de la semaine : d'après le FMI, le Brésil est le 2ème pays du G20 ayant la plus forte réduction dans la projection du ratio dette publique/PIB pour 2021.

Nouveaux cas par jour
(moyenne hebdomadaire)



Nouveaux décès par jour
(moyenne hebdomadaire)



Selon le ministère de la Santé, en moyenne sur la dernière semaine ont été enregistrés 28 347 nouveaux cas de Covid-19 et 844 décès par jour (contre 32 473 et 902 la semaine précédente). Au 18 août, le Brésil compte au total 20,4 M cas de contaminations et 570 598 décès depuis le début de la pandémie.

L'indicateur avancé d'activité de la BCB progresse en juin dans le sillage des services, dont le volume s'accroît de +1,7% m.m.

L'indice IBC-Br de la Banque Centrale du Brésil (BCB), principal indicateur avancé du PIB, a augmenté de +0,14% m.m corrigé des variations saisonnières (cvs) en juin. Ce résultat dépasse les prévisions et porte la variation sur 12 mois à +2,33%.

Si la BCB ne publie pas le détail de l'indice, il est vraisemblable qu'il ait été porté par la récupération des services en juin, tandis que les ventes au détail, qui avaient repris quelques mois plus tôt, se stabilisent.

D'après l'IBGE, le volume d'activité des services s'est accru de +1,7% m.m cvs en juin. Il a atteint un maximum depuis mai 2016 et porte la variation par rapport au niveau pré-pandémie (février 2020) à +2,4%.

Les cinq grandes catégories de services présentent des variations positives. La reprise de mobilité dans le sillage de la vaccination et de l'assouplissement des mesures de distanciation sociale ont particulièrement favorisé la progression des services aux ménages (+8,1% m.m), des services d'information et de communication (+2,5% m.m) et des transports et courrier (+1,7% m.m).

Par ailleurs, l'indice d'activité touristique a eu une croissance de +11,9% m.m c.v.s. en juin.

Toujours d'après les données publiées par l'IBGE, le volume des ventes au détail « restreint » a enregistré quant à lui une baisse en juin (-1,7% m.m cvs), après deux mois de hausse. Si cela a déçu les attentes (qui tablaient sur +0,5%), une partie de la baisse s'explique par une révision des résultats de mai, qui a rehaussé la base de comparaison. La baisse des ventes en juin est imputable notamment aux segments du textile (-3,6% m.m) et mobilier, bureau et informatique (-3,5% m.m).

La chute des ventes de détail au sens « large » (incluant véhicules et pièces et matériel de construction) est plus forte (-2,3% m.m), lestée par des contraintes d'offre des modèles de véhicules

neufs, dans un contexte de pénurie globale de semi-conducteurs électroniques.

La croissance des ventes de détail, aussi bien au T2 que sur l'année écoulée, reste cependant significative : +5,9% sur 12 mois au sens « restreint », +7,9% au sens « large », favorisée par les mesures de soutien à la consommation des ménages mises en place en 2020.

La progression de l'activité devrait se poursuivre au cours des prochains trimestres, au fur et à mesure de l'avancée de la vaccination et de la levée des mesures de distanciation sociale, qui permettront de normaliser la mobilité des consommateurs et l'activité des entreprises. Ces perspectives contribuent à l'optimisme du marché. L'indice de confiance des entreprises industrielles (sondage CNI) s'est accru de +1,2 points en août. Selon le sondage Focus de la BCB, le marché financier table quant à lui sur une croissance du PIB de +5,3% en 2021 (contre +3,4% il y a trois mois).

L'inflation accélère en juillet et porte la croissance de l'IPCA sur douze mois à 9%.

D'après les statistiques de l'IBGE, la croissance mensuelle cvs de l'indice large des prix à la consommation (IPCA, principal indice de référence de l'inflation « apparente »), a été de +0,96% m.m en juillet, en ligne avec les anticipations du marché (contre +0,53% m.m en juin)

En variation mensuelle par secteur, le segment d'habitation est celui qui contribue le plus à la hausse de l'IPCA (+3,1% m.m, responsable de +0,48 pp. sur le mois). Cette évolution est notamment imputable à l'augmentation des tarifs de l'électricité (+7,88% m.m) sur fond de crise hydrique dans le pays. Les prix du segment des transports accélèrent également (+1,52% m.m) dans le sillage des tarifs des billets d'avion (+35,2%), des prix des carburants (+1,24%, suite à des réajustements opérés par Petrobras) et de goulots d'étranglement dans l'offre de véhicules (cf. supra). Les aliments et boissons pour la consommation domestique voient aussi la hausse de

leurs prix accélérer (+0,78% m.m) sous l'effet de conditions climatiques défavorables.

Sur les douze derniers mois, la progression de l'IPCA atteint en juillet +8,99% g.a (contre +8,35% g.a en juin). Le report à 2021 des hausses prévues en 2020¹ et le renchérissement de l'énergie ont porté la croissance des prix administrés à +13,5% g.a, tandis que les prix de marché progressent à un rythme de +7,43% g.a. Pour ces derniers, le rythme de l'inflation alimentaire reste très élevé (+16% g.a), poussé par le soutien à la consommation des ménages à faibles revenus et par des contraintes d'offre (récolte de grain, etc.). Les prix des produits manufacturés (+9,2% g.a) reflètent quant à eux un rattrapage plus rapide dans ce secteur que dans celui des services (+3% g.a).

Au total, l'inflation en g.a est bien au-dessus de la fourchette supérieure de la cible de la politique monétaire (3,75% +/- 1,5 p.p). Sur un plan prospectif, **les prévisions d'inflation du marché augmentent** : selon le rapport Focus de la Banque Centrale du Brésil (BCB), **les opérateurs de marché prévoient une inflation en 2021 de +7,05%, contre +6,31% il y a un mois**. La BCB, via le communiqué du Comité de politique monétaire (Copom), s'est montrée préoccupée par le risque qu'une dynamique inflationniste s'installe au-delà des chocs temporaires. Les opérateurs de marché s'attendent à une poursuite du resserrement monétaire, à hauteur de 100 pdb. lors de la prochaine réunion du Copom en septembre. **Ils tablent actuellement sur un taux directeur à 7,50% en fin d'année, alors qu'il est actuellement à 5,25%.**

La Chambre des députés rend permanente et élargit la mesure qui assouplit la loi du travail pour favoriser le temps partiel et la réinsertion professionnelle.

La Chambre des Députés a approuvé le 12 août le texte de base de la Mesure provisoire (MP) qui

prolonge et élargit le programme de maintien de l'emploi créé dans le cadre de la Covid-19.

Appelé *Benefício Emergencial de Manutenção do Emprego e da Renda* (BEMER), ce programme a été instauré en avril 2020, d'abord comme MP 936 puis en tant que loi entre la mi-juin et la fin décembre 2020. **Il permet notamment la suspension des contrats de travail formels pendant deux mois, ou une réduction des salaires proportionnelle aux heures travaillées pendant trois mois. Une partie de la perte des revenus des travailleurs est indemnisée par le gouvernement via l'assurance chômage.** En 2020, on estime que plus de 10 M d'employés *formels* ont signé un accord dans ce cadre, avec un coût budgétaire estimé à 0,7% du PIB.

Le texte de base proposé en 2021, encore soumis à d'éventuels amendements du Sénat, **rend permanente la mesure précédente et élargit le cadre de modification de la loi du travail aux employés *informels* ou en apprentissage, notamment au travers de deux dispositifs cherchant à promouvoir le premier emploi des jeunes et la réinsertion professionnelle des seniors.**

1/ Le programme de première opportunité et de réintégration de l'emploi (Priore), prévoit des allègements allant jusqu'à 15% sur les cotisations sociales que les entreprises signataires paient aux caisses publiques regroupant le système d'apprentissage (dites « S »). Les bénéficiaires seront : **i) des primo-employés de 18 à 29 ans avec un contrat formel ; ii) des employés de plus de 55 ans sans contrat formel.** Le gouvernement compléterait leur salaire (plafonné à deux smic) par un montant dit *Bonus de Inclusão Produtiva* (BIP). Les ressources publiques ne seraient pas soumises aux règles budgétaires de l'Union dans la mesure où elles proviendraient de fonds constitutionnels : *Fundo de Amparo ao Trabalhador* (FAT) et *Fundo de Combate e Erradicação da Pobreza*.

2/ Le régime spécial de qualification et d'inclusion productive (Requip) vise à développer les

¹ Entre autres, par exemple, les prix des carburants et les tarifs des mutuelles de santé ou des transports publics.

compétences et à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes (18-29 ans) en situation informelle (depuis plus de deux ans) **ou de précarité** (bénéficiaires de *Bolsa família* ou ayant un revenu familial de moins de deux smic). Le gouvernement complètera leur salaire de temps partiel (durées hebdomadaires jusqu'à 22 heures) par un BIP d'un maximum de 225 R\$ (36 €). Parallèlement ces travailleurs recevront de l'entreprise une bourse de formation de 180 heures annuelles (BIQ). Les entreprises seront compensées par des allègements de leur impôt sur le revenu (IRPJ) et de certaines cotisations sociales (CSLL).

Le BIP et le BIQ ne sont pas considérés comme des salaires, mais comme des indemnités, et les employés concernés ne bénéficieront à ce titre ni de la prévoyance sociale ni de protection fournie par la loi du travail. La mesure a été décriée par l'opposition comme une précarisation de l'emploi.

Il est prévu que ces deux programmes soient transitoires et d'une durée de 3 ans. **La mesure a été envoyée au Sénat, qui doit l'approuver en tant que loi d'ici le 7 septembre**, faute de quoi sa validité expirera.²

Evolution des marchés du 6 au 19 août 2021.

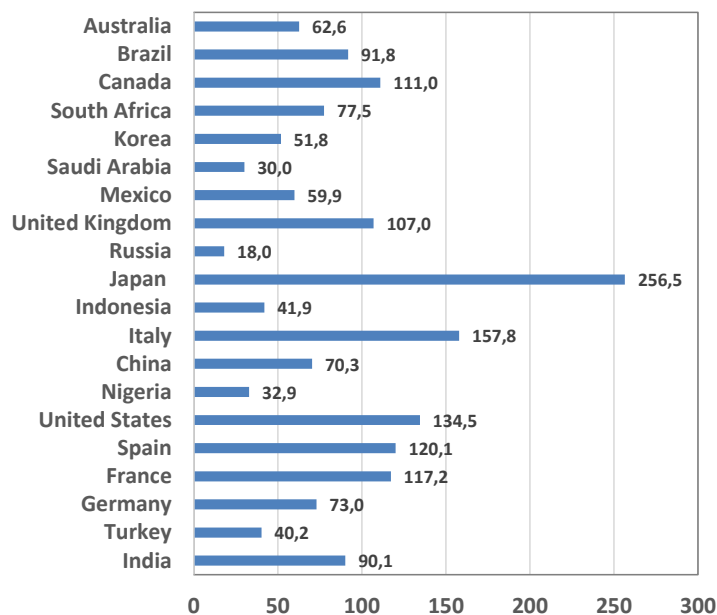
Indicateurs*	Variation sur les 2 semaines	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-6,4%	-3,4%	115 251
Risque-pays (EMBI+ Br)	+4 pt	+49 pt	309
Taux de change R\$/USD	+5,6%	+4,3%	5,42
Taux de change R\$/€	+4,3%	-0,2%	6,33

* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

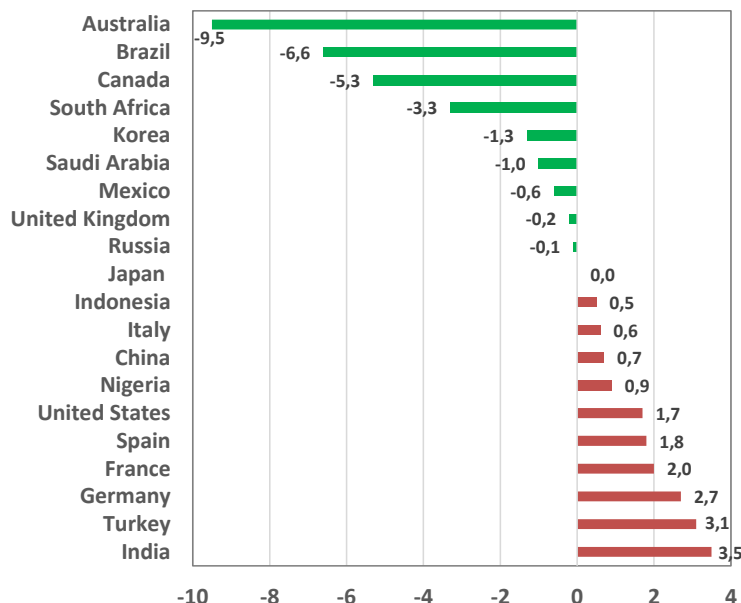
² La MP 905/20 du programme *Carteira verde e amarela*, qui comportait des dispositions similaires au programme *Priore*, a expiré faute d'approbation par le Congrès dans les délais.

Graphiques de la semaine : d'après le FMI, le Brésil est le 2^{ème} pays du G20 ayant la plus forte réduction dans la projection du ratio dette publique/PIB pour 2021.

Projections dans le WEO update de juillet
2021 (en % du PIB)



Différence par rapport aux projections du WEO
d'avril 2021 (en % du PIB)



Source : FMI, WEO avril 2021 et WEO update juillet 2021

Note 1 : A la différence du superviseur au Brésil (la BCB), le FMI inclut dans la comptabilisation de la dette publique brute celle des entreprises publiques (excepté Petrobras et Electrobras) ainsi que les titres de dette détenus à l'actif de la Banque centrale.

Note 2 : Le ratio de dette est mesuré sur le PIB nominal. Ainsi, dans le cas du Brésil, dont la projection du ratio de dette publique passe de 98,4 à 91,8 % du PIB, outre les bons résultats fiscaux en 2021, la part croissante de l'inflation dans la valeur nominale du PIB contribue à éroder le ratio de dette publique.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international